



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Charte "Territoire d'Action pour un Numérique Inclusif" - Mesures du plan de relance en faveur de l'inclusion numérique - Création de contrats de projets conseiller numérique - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

A la lumière de la numérisation progressive de la société et des événements sanitaires actuels plus particulièrement, il apparaît de plus en plus qu'il n'est pas de ville numérique et intelligente sans réelle citoyenneté numérique pour ses habitants.

On désigne par « *citoyenneté numérique* » la capacité de chacune et chacun à profiter pleinement des opportunités offertes par le numérique, ce grâce à un accès aux outils numériques ainsi qu'à une certaine autonomie d'usage. Elle repose sur deux piliers :

- L'inclusion : le numérique devient progressivement un facteur excluant pour les citoyens les plus fragiles. Avec la dématérialisation, notamment, de l'accès aux droits, le numérique bouscule l'accompagnement social et devient un sujet incontournable pour l'action sociale de la Métropole et l'ensemble des acteurs de la solidarité ;
- Le pouvoir d'agir : la citoyenneté numérique inclut l'ensemble des publics et des structures du territoire, sans se limiter au sujet de l'inclusion. Il faut que chacun ait les aptitudes et la compréhension nécessaire afin d'engager des démarches, d'exercer ses droits et d'interagir avec les institutions.

On ne peut pas donc développer des services numériques sans pour autant ne pas envisager l'accompagnement nécessaire des populations. 1 personne sur 6 en France n'utilise pas Internet et 1 personne sur 3 manque de compétences numériques de base. En projetant les ratios d'usage et d'inclusion numérique nationaux (40 % de la population étude CREDOC 2019), on obtient environ 155 000 personnes sur la Métropole qui rencontrent des difficultés dans l'utilisation des outils numériques :

- 27 000 personnes (7 %) ont besoin d'un accompagnement renforcé afin de réaliser les démarches en ligne « avec » l'utilisateur ;
- 74 000 personnes (19 %) ont des besoins de formation aux compétences numériques de base ;
- 54 000 personnes (14 %) ont besoin d'un « coup de pouce » pour se rassurer quant à leurs usages numériques.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans l'établissement d'une stratégie en faveur de la citoyenneté numérique, qui préfigure un schéma directeur d'inclusion numérique. Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole est reconnue « *Territoires d'Actions pour un Numérique Inclusif* » (TANI) par le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires depuis janvier 2020.

Le Programme Société Numérique est une mission d'appui aux collectivités et aux acteurs de proximité sur les questions liées au numérique qui met en œuvre un programme d'actions pour favoriser l'autonomie et la capacité de tous à saisir les opportunités du numérique et favoriser le développement numérique des territoires.

Le Programme pilote, à la demande du Secrétariat d'Etat au Numérique, la « *Stratégie Nationale pour un Numérique inclusif* ». Dans ce cadre, le Programme met en place des dispositifs pour accompagner les 13 millions de français qui ne sont pas à l'aise avec le Numérique.

Le dispositif « TANI » :

Les travaux et auditions menés dans le cadre de l'élaboration de la Stratégie Nationale pour un numérique inclusif ont permis de recenser de nombreuses initiatives publiques et expérimentations en faveur d'un numérique inclusif, mises en œuvre dans les territoires ruraux comme urbains. Un TANI est un « *club de collectivités* » sur le sujet de l'inclusion numérique pour renforcer la visibilité des dispositifs d'inclusion numérique, les mettre en réseaux avec d'autres territoires pour qu'ils partagent leurs expériences sur le sujet.

Le programme Société Numérique propose à l'expérimentation des outils en cours de développement ou d'essaimage afin de les enrichir grâce aux retours d'usages des TANI. Cela vise également à conseiller et orienter les équipes TANI.

Les territoires labellisés TANI sont ainsi amenés à signer une Charte avec le Secrétaire d'Etat au numérique.

La Charte « *Territoire d'Actions pour un numérique inclusif* » valorise et supporte les acteurs qui ont mis en place certaines recommandations structurantes issues du rapport de la Stratégie nationale pour un Numérique inclusif, dont :

- le déploiement de PIX, plateforme d'évaluation des compétences numériques, et notamment du parcours ABC Pix d'évaluation des compétences de base ;
- la participation à la création de services numérique via l'incubateur de l'ANCT (en suivant la méthodologie Start Up d'Etat) ;
- le déploiement du dispositif de PASS numérique ;
- la mise en place du dispositif de cartographie des parties prenantes de la médiation numérique et participation à la réalisation d'une cartographie nationale des services de médiation numérique dans les territoires ;
- la participation à la création et à l'animation d'une instance locale de gouvernance pour favoriser une meilleure connaissance, une coordination et une mutualisation d'outils communs entre les différents acteurs (travailleurs sociaux, médiateurs sociaux et numériques, intervenants en charge de l'accueil social et médico-social, bénévoles...) ;
- l'animation d'un « Numérique en Commun[s] » NEC.

L'Etat par le Programme Société Numérique de l'Agence du Numérique s'engage à :

- valoriser la démarche à travers la signature de la Charte ;
- aider au suivi de la mise en œuvre de la stratégie, aider à sa documentation, apporter un conseil en ingénierie de projet et aider à l'évaluation d'impact ;
- valoriser la démarche sur les plateformes existantes (<https://societenumerique.gouv.fr> et celle du Labo pour les analyses et data <https://labo.societenumerique.gouv.fr>) ;
- animer le réseau entre les territoires signataires pour favoriser l'échange et les retours d'expériences entre les initiatives et la production de communs.

Des mesures en faveur de l'inclusion numérique dans le cadre du Plan de relance, à mobiliser sur le territoire :

A l'échelle nationale, 250 M€ sont mobilisés pour proposer une solution d'accompagnement au numérique à tous les Français, en cohérence avec leurs besoins et en proximité de chez eux. L'Etat lance un dispositif national de formation et de déploiement de 4 000 « *conseillers numériques* ».

L'Etat propose de financer la rémunération de conseillers numériques à hauteur de 50 000 € par poste pour 2 ans.

Les conseillers numériques auront la responsabilité de former les habitants aux usages numériques du quotidien (échanger avec des proches, suivre la scolarité de son enfant, acheter en ligne, travailler à distance, consulter un médecin), mais aussi à la dimension citoyenne (protéger ses données, vérifier les informations), depuis des lieux de passages et de proximité où ils seront hébergés (bibliothèques, mairies, France Services, centres sociaux, etc).

Dans cette perspective, il est proposé de mobiliser des fonds de l'Etat pour recruter 8 « *conseillers numériques* » pour une durée de 2 ans sur les besoins recensés en médiation numérique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la Charte « *Territoire d'Actions pour un numérique inclusif* » à intervenir avec le Secrétaire d'Etat au numérique ;
- d'autoriser la création de 8 contrats de projets « *conseillers numériques* » dans le cadre du Plan de Relance de l'Etat ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter toutes demandes de financement pour les études et les projets liés à la citoyenneté numérique, notamment dans le cadre du Plan de relance ;
- d'imputer les recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la Charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-148488-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- charte TANI

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.